

«On a négligé les traumatismes de la colonisation»

Tassadit Yacine: anthropologue et directrice d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (Ehess) à Paris. Membre du laboratoire d'anthropologie sociale du Collège de France. Tassadit Yacine est auteure d'une quinzaine de livres. Elle est HDR (habilitée à diriger des recherches).



Tassadit Yacine

L'Expression: Le rapport Stora a été accompagné par une salve de critiques allant parfois jusqu'à l'invective. Comment expliquez-vous ces rédactions autour de Benjamin Stora pourtant connu pour ses positions en faveur de l'Algérie?

Tassadit Yacine: Le rapport Stora a fait couler beaucoup d'encre et soulevé des questions brûlantes, celles liées aux mémoires des colonisateurs et des colonisés, des dominants et des dominés, des «perdants» et des «gagnants» relatives à une guerre coloniale qui a fait beaucoup de dégâts humains, matériels et surtout symboliques. Pour cette raison aussi bien en France qu'en Algérie, le texte a dépassé largement son objectif premier et a dû ébranler bien des consciences et heurter beaucoup de monde. Ce n'est pas le rapport, c'est ce qu'il a pu représenter pour les uns et pour les autres. Il a fait l'effet d'une petite étincelle qui a provoqué une révolution symbolique. Ce qui montre bien que la réconciliation des mémoires n'est pas encore au rendez-vous et qu'il faut absolument entreprendre un travail dans ce sens pour faire la paix entre deux peuples, travail indispensable et nécessaire pour les générations futures. Ce n'est pas parce que des accords ont été signés en mars 1962, qu'une indépendance a été déclarée (en juillet 1962) que les esprits sont apaisés, la guerre complètement «achevée». Chaque Algérien a fait «sa» paix avec la France et chaque Français réglé son contentieux avec l'Algérie (en réalité avec son propre pays la France), C'est faux. Ce qui s'est construit collectivement, objectivement est une chose, ce qui se conçoit subjectivement en est une autre. En Algérie comme en France d'ailleurs, personne n'a essayé de prendre en charge le traumatisme de la colonisation et de la guerre, des groupes entiers ont été affectés par une violence à divers niveaux (vols, viols, massacres, emprisonnement, torture, déportation dans des camps de regroupement, destructions des structures matérielles, culturelles et symboliques etc). C'est un monde et sa civilisation millénaire avec ses langues, ses rites, ses rythmes spatio-temporels qui ont volé en éclats. Si certains sont résilients, ce n'est pas le cas pour beaucoup d'autres. Ce texte est donc important (malgré les suggestions, les critiques) davantage parce qu'il ne révèle en profondeur que par la partie visible de l'iceberg. Avant d'avancer, il faut tout de même signaler le contexte: un climat très bizarre lié à la pandémie et aux tensions politiques en Algérie comme en France.

En tant qu'intellectuelle, qu'auriez-vous souhaité lire dans ces réactions?

Que des femmes et des hommes qui, malgré leur engagement, ont cherché à mettre en place des passerelles. Condamner la colonisation et la guerre et en parallèle reconnaître la culture, l'humanisme que pouvaient véhiculer la langue et les valeurs françaises auxquelles se sont abreuvés les intellectuels et les politiques algériens de l'époque. Jean Amrouche, Mouloud Mammeri, Mohammed Dib, Roblès, Bonjean, Jean Sénac, Jules Roy, Docteur Saâdane, Ferhat Abbas, Mostefa Lacheraf, Aït Ahmed, Abane Ramdane, Bachir Hadj Ali, Malek Haddad... Ces intellectuels se sont d'ailleurs servi des «valeurs» françaises contre la France.

La France d'Europe contre la France d'Afrique. La seconde étant la France coloniale, celle qui a instauré l'infâme Code de l'indigénat, un apartheid entre colonisateurs et colonisés qui a disparu des mémoires. Pourtant, ce Code de l'indigénat fut une discrimination qui a été appliquée à toutes les colonies françaises (ou assimilées) en Afrique, en Asie et en Amérique.

Surprise d'entendre parler d'excuses ou de repentance sans que la reconnaissance de cette colonisation spécifique et de cette guerre atroce, ponctuée par des massacres, des déportations, des enfumades, ne soit officiellement établie. La repentance relève d'une attitude religieuse, sans effet réel. Il faut un geste politique fort mettant fin à toutes ces guéguerres depuis 1962 et ouvrir un chantier de travail sur de nouveaux horizons, comme a fait la France avec l'Allemagne. Les relations entre l'Algérie et la France devraient être équilibrées et ponctuées par un

respect mutuel.

À votre avis, la position du président Emmanuel Macron vis-à-vis de la question coloniale- en déclarant que le colonialisme est un crime contre l'humanité- a-t-elle facilité le travail, ouvert la voie à Benjamin Stora?

Oui tout à fait, il a en effet ouvert une brèche pour aller de l'avant. Il ne faut pas que cette déclaration reste sans effet, rappelant que c'est la première fois qu'un président français se prononce de façon claire et radicale sur la question. Cela constitue un pas de géant dans le contexte français, il ne faut pas l'oublier.

Qu'en est-il du cas spécifique de l'Algérie?

Ce rapport est écrit à la demande d'un président français, c'est évident. Mais on ne peut pas dire qu'il ne concerne pas les Algériens puisqu'il s'agit d'eux et qu'on ne peut pas imaginer une réconciliation sans l'autre. L'intérêt est légitime pour une réappropriation de l'histoire et de la mémoire de l'Algérie, c'est tout de même ce pays qui a été violenté pendant plus d'un siècle et demi et qu'on continue par extension de blesser de mille façons (ce ne sont pas les mêmes modes de domination qu'en période coloniale, mais par une discrimination plus euphémisée) par son immigration, véritable otage de cette situation non encore réglée. Le fait que le mémoire s'ouvre sur une citation de Camus, a pu heurter bon nombre d'Algériens. Ce ne sont pas les qualités littéraires du prix Nobel qui sont contestées, mais ses prises de position par rapport à l'indépendance de ce pays. A mon avis, la traînée de poudre vient de là.

Il convient de rappeler à ce propos que c'est la première fois qu'un président de la République française se prononce de façon claire et radicale sur la question?

Oui, tout à fait, c'est ce que je vous disais en dehors de l'entretien. La sagesse, le rapport de forces (car c'en est un), font qu'il faut procéder par petits pas car la reconnaissance de graves atteintes au «corps» physique et psychique «algérien» dans certains épisodes de cette guerre n'est pas totalement acquise. Tout en prônant une extrême radicalité, ne peut-on pas proposer une autre lecture en proposant des ouvertures, des passerelles entre les deux, en essayant de combattre des deux côtés les extrêmes. On a totalement le droit de critiquer le rapport «Stora» mais sans proférer des insultes ad hominem et d'effacer tout un travail vieux de quarante ans sur l'Algérie. Il est un de ceux (de sa génération) qui ont ouvert la voie de la recherche à la reconnaissance de cette guerre que l'on a voulu taire en France. Je me réfère à ses films et surtout à son documentaire sur Mitterrand et la guerre d'Algérie (alors que le PS avait le vent en poupe). Pour l'extrême droite, en particulier, il passe pour «l'historien du FLN», tout comme Gisèle Halimi «l'avocate du FLN». Pour résumer, on peut critiquer, rejeter, mais pas insulter.

Si on vous comprend bien, il en ressort donc au final que les Algériens sont doublement pénalisés?

Ils sont, en effet, doublement frustrés par les blocages existants en Algérie et aussi parce qu'ils ont l'impression que l'ancien colonisateur (70 ans après) ne reconnaît pas encore sa responsabilité dans la colonisation et la guerre. La réponse officielle (il ne s'agit pas des spécialistes et des connaisseurs de la question) s'inscrit dans l'ambiguïté et souvent dans le déni.

Vous convenez qu'il y a un grand malentendu entre les Algériens et les Français sur cette histoire commune... disons une mutuelle incompréhension...

En France, en dehors des spécialistes ou des acteurs (politiques, journalistes etc), il y a un déni de la colonisation et des réalités d'une guerre atroce ayant décimé une population et dépossédé de son histoire et de sa mémoire. Nous sommes heureux que le mot «mémoire» soit mis au pluriel. Cependant, malgré la pluralité de ces mémoires, cela donne l'impression que cela peut rester insuffisant pour certains lecteurs, même si ce n'est pas le but de l'auteur.

Voulez-vous être plus précise?

Il est des groupes dans la société algérienne qui ne sont pas représentés et qui, du coup, se sont sentis exclus: le FLN de l'intérieur, les femmes, les Kabyles, les Chaouiâs, etc. Il ne s'agit pas de citer tout le monde, mais de rendre à César ce qui est à César. Il y a des régions d'Algérie qui ont été à l'avant-garde (pour différentes raisons) et qui ont marqué le Mouvement national et la guerre de libération dont on ne parle pas toujours. Il en est de même pour les femmes algériennes (entre nous ce n'est pas pour faire dans le féminisme) qui ont joué un rôle extraordinaire (et elles n'ont pas lu Simone de Beauvoir) et qui ont, pourtant, marqué le monde dont on parle peu.

C'est important pour les générations d'Algériens et pour les jeunes issus de l'immigration d'en prendre connaissance. Il en est de même pour les «minorités» combattantes de ce pays ayant payé un lourd tribut pendant la colonisation (1871, 1881, 1945, 1954) et, qui ont été soit effacées de l'Histoire nationale «officielle» soit placées en arrière-plan. Et des Européens (chrétiens, juifs, athées) qui ont pris position pour l'Algérie contre leur propre pays.

Ecrire sur la mémoire est intéressant mais parfois cela peut renvoyer davantage à la subjectivité des interviewés qu'à la réalité objective. Nous aimerions citer l'exemple d'un livre très intéressant de Leïla Sebbar intitulé Une enfance dans la guerre où des auteurs (enfants durant cette guerre) d'origine «européenne» et «indigène» décrivaient leur vécu.

Lorsque Leïla avait demandé d'y participer elle ignorait ce que chacun allait écrire. En dehors d'une infime minorité dont je faisais partie, les autres décrivaient une vie de rêve, il y avait des enfances heureuses et on ne voyait pas la guerre. Je trouve l'exercice passionnant. Cela peut être aussi cela la mémoire. Tout dépend du statut de chacun et de son opinion: celle d'Einaudi ou de Jean-Marie Lepen. C'est un peu exagéré, il faut faire confiance au chercheur, mais cela peut exister aussi.

La récupération de cette mémoire est-elle toujours possible en Algérie, notamment avec des témoignages sur le terrain des personnes ayant vécu cet épisode colonial et de la guerre?

Prendre en charge l'histoire de la colonisation et de la guerre à partir des archives d'une part et, de l'autre, la partie mémorielle encore en friche. Les acteurs «actifs ou passifs» de cette guerre disparaissent et il y aura de moins en moins de personnes pour raconter ce qui s'est passé au niveau de la micro-histoire, de l'anthropologie, grâce aux archives orales. En dehors des archives de la guerre (conservées en France), qu'il faut consulter bien sûr, il y a les mémoires des paysannes et des paysans, des citadins, des ouvriers, des chômeurs, des femmes de ménage, des gens ordinaires qui ont participé à cette guerre et qui détiennent beaucoup d'informations. La France ne détient qu'une partie de ce patrimoine.

Quel est le mot de la fin?

Pour finir, je crois qu'il est nécessaire de prendre en considération les recommandations: l'enseignement, les archives...etc. d'aller au-delà de ce rapport. En allant chez le médecin la semaine dernière j'ai été surprise de voir qu'une plaque apposée par des Algériens (des Kabyles je suppose? peut-être pas) portait le nom de Fadhma N'Soumer sous celle de Bugeaud. Voilà un geste significatif, de bon sens. Les criminels de guerre comme l'a été Bugeaud ne doivent pas rester dans les mémoires.
K.L.C.



Kamel LAKHDAR-CHAOUCHE